

L'agriculture est la clef de voûte de notre société. Sans elle, nous mourrions de faim. A ce jour, l'auto-suffisance alimentaire de la Suisse n'est que de 57%. La politique agricole du Conseil fédéral tend à réduire encore davantage ce pourcentage, nous rendant toujours plus dépendants des importations dans un contexte international pourtant plus qu'incertain, sans que nous ne maîtrisions les garanties de livraison, les prix, les quantités et même la qualité. Il est primordial de renforcer nos capacités de production. Cela passe par une politique agricole dont la mission capitale est l'approvisionnement alimentaire, une protection douanière contre la concurrence des denrées importées bon marché, la promotion de modes de production rentables et des simplifications administratives pour le monde agricole, à ce jour asphyxié par une bureaucratie extrême.

Nous devons également préserver les terres agricoles, notamment les terres de première qualité, en évitant les constructions non-nécessaires (ce qui passe aussi par une limitation de l'immigration), en évitant le développement de l'agrivoltaïque (la pose de panneaux solaires à même les sols) et empêchant le déclassement de terres cultivables pour la biodiversité (je m'oppose, par exemple, à l'ordonnance fédérale pour la mise en SPB de 3.5% des terres assolées du pays, qui constitue une perte colossale pour la production céréalière). L'agriculture doit aussi être efficacement protégée contre les grands prédateurs, notamment et surtout contre le loup ; à ce titre, la Convention de Berne de 1979 doit être dénoncée.